

Les Etats-Unis [accusent](#) carrément de mensonge (délibéré ou par omission, c'est selon) les dirigeants européens. Responsables à l'origine des fuites Snowden/NSA, les Américains n'ont même pas été capables de jouer le jeu pendant quelques semaines, encaisser les pseudo-coups diplomatiques (des protestations sans conséquence, venues des capitales du vieux continent) et attendre tranquillement que ça passe.

Bien sûr que non. Ils en ont marre, et ils le font savoir. Tant pis pour la confiance entre services (enfin, ce qui en reste, car même les Américains ne peuvent pas espérer nous faire croire que Mme Merkel aurait espionné son propre portable), et autant pour la solidarité qui aurait dû leur imposer le silence dans cette affaire. Washington siffle la fin de la récré, désormais c'est le chacun pour soi.

[D'après le patron](#) de l'agence de renseignement américaine NSA, « *Pour être parfaitement clair, nous n'avons pas recueilli ces informations sur les citoyens européens* », il s'agissait de « *données fournies à la NSA* » par des partenaires européens. En y ajoutant la petite merveille que les communicants de l'administration US ont réussi à trouver après une semaine d'intenses cogitations : les dizaines de millions d'interceptions révélées **[concerneraient des opérations](#)** de l'OTAN, essentiellement.

« *Cela correspond à des renseignements que nous et nos alliés de l'OTAN avons recueillis pour défendre nos pays et soutenir nos opérations militaires* », a précisé le directeur de la NSA. Ah bon ? Quels renseignements au juste ? Les 70,3 millions d'enregistrements de données téléphoniques des Français collectées sur une période de trente jours (du 10 décembre 2012 au 8 janvier 2013) ? Ou le portable de la chancelière Merkel ? Un vrai risque pour nos soldats à l'étranger, certes.

Malgré tout, d'aucuns pourraient être tentés d'y voir une sorte de bouée de sauvetage. Ils pourront alors s'amuser à longueur de journée à jouer sur les amalgames entre l'espionnage des dirigeants et celui des masses, entre le faire en dehors ou à l'extérieur du territoire national, entre recueillir des renseignements pour « *soutenir nos opérations militaires* » ou « *pour défendre nos pays* » en général.

N'empêche que c'est le désordre total. Surtout, rien ne va effacer le fait que c'est Washington qui a rendu public l'implication des services européens, et non pas leurs propres dirigeants politiques. Ce qui est extrêmement gênant, pour ne pas dire humiliant. D'autant plus que ce n'est pas la première fois...

Hajnalka VINCZE